

ALERTE ROUGE POUR LE GRAND AGE, AUSSI !

Par Dominique Monneron

La crise de notre système de santé n'est pas qu'une crise de l'hôpital, encore moins seulement celle des urgences. Elle est aussi une **crise des conditions de soins et d'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie**.

D'abord parce que les plus de 80 ans représentent à eux seul le quart des patients du système hospitalier et qu'ils seront donc les premières victimes des fermetures de lits et des restrictions d'accès que l'on nous annonce pour cet été. Aussi, parce que, **depuis 15 ans, les gouvernements successifs ont échoué à traiter les questions essentielles**, pourtant mises en lumière par d'innombrables rapports et, plus récemment, par les épreuves vécues dans la crise épidémique (sans parler des scandales récents qui ont malheureusement confondu comportements dévoyés et défaillances de notre politique publique).

Les institutions du Grand Age, les professionnelles et professionnels qui y travaillent ont pourtant fait face à ces crises avec efficacité et abnégation. La grande majorité des bénéficiaires de nos services nous en donnent témoignage chaque jour, leurs familles et leurs proches également. Mais ce qui domine aujourd'hui est un **sentiment d'abandon et de lassitude** : A quoi bon se battre avec les moyens du bord si nos responsables politiques se refusent à prendre le taureau par les cornes et s'obstinent au pire à procrastiner, au mieux à **coller des rustines sur un système à bout de souffle** ?

Il nous faut recevoir sans attendre une réponse à ces questions fondamentales :

- Comment augmenter nos ressources pour disposer enfin de suffisamment de collaboratrices et de collaborateurs afin de mettre **un professionnel en face de chaque personne âgée dépendante** ?
- Comment assurer un **véritable choix** entre l'EHPAD et le séjour à domicile lorsque l'on ne dispose que de 130 000 places de services de soins infirmiers à domicile pour 700 000 places en établissements ?
- Comment faire face à l'inéluctable augmentation du coût de l'accompagnement et du soin alors même qu'aujourd'hui le **reste à charge** est déjà insupportable pour près de la moitié de la population ?

C'est pourquoi une **loi Grand Age doit impérativement être votée** d'ici à la fin du premier semestre 2023. Il en va de la responsabilité de l'Assemblée Nationale nouvellement élue.

MAIS d'ici là, il y a urgence !

- Urgence à protéger le **pouvoir d'achat** de nos collaboratrices et collaborateurs miné par l'inflation et en particulier le coût des carburants dont elles ne peuvent faire l'économie pour se rendre au travail.
- Urgence à **donner les moyens aux gestionnaires d'établissements pour faire face à l'augmentation de leurs coûts** d'alimentation, d'énergie et de tous les autres postes de dépenses indispensables à la continuité du service rendu.



Reconnue d'utilité publique

- **Urgence, enfin et surtout, à trouver les moyens humains qui seront nécessaires cet été** pour accompagner les personnes âgées et permettre à nos collaboratrices et collaborateurs de prendre le repos dont ils ont besoin après les mois éprouvants qu'ils viennent de vivre. Un EHPAD ne peut pas fonctionner sans mettre en grave danger le soin à ses résidents s'il n'y a pas au moins un ou une infirmier(e) présent(e) chaque jour.

Face à cette urgence, je lance d'abord un **appel aux 100 000 jeunes élèves infirmier(e)s ou aides-soignant(e)s** qui vont terminer leur formation au début de cet été. Chers futurs collègues, vous aspirez peut-être à profiter de vos dernières vacances d'étudiants, mais le pays a besoin de vous ! A la différence des hôpitaux, les EHPAD ne peuvent pas fermer des lits pour laisser passer l'orage, car nous ne pouvons mettre à la rue les personnes que nous hébergeons. Nous avons besoin que vous veniez nous consacrer quelques semaines, rémunérées naturellement, prises sur votre temps libre pour prendre votre part à notre lutte contre l'isolement du Grand Age. **Nos portes vous sont ouvertes, nous comptons sur vous !**

Mon deuxième appel s'adresse au Gouvernement :

- Nous avons besoin de ressources d'urgence pour protéger le **pouvoir d'achat de nos collaboratrices et collaborateurs**. Puisqu'il semble envisagé d'indexer les retraites sur l'inflation et d'augmenter le point d'indice de la Fonction Publique, il serait incompréhensible que rien ne soit fait pour l'ensemble des professionnels du Grand Age. Et il faut financer, quoiqu'il en soit, un **chèque carburant** de 50 euros par mois permettant à tous nos collaborateurs ne pouvant bénéficier de la participation de l'employeur aux frais de transport en commun.
- Nous ne pourrions répercuter sur nos résidents ou leurs familles les coûts déjà élevés qu'ils supportent pour leur séjour en EHPAD, coûts qui vont s'aggraver encore du fait de la reprise de l'inflation. Notre secteur doit donc faire l'objet d'un **chapitre spécifique du plan anti-inflation** qu'est en train d'élaborer le gouvernement, en prévoyant une **aide exceptionnelle de 5 euros par jour et par résident** jusqu'au retour à un niveau normal des prix.
- Nous vous appelons enfin à considérer la situation de notre secteur comme un **enjeu prioritaire de santé publique**, d'autant que nous comprenons bien que nous ne pourrions pas compter sur le soutien d'un secteur hospitalier lui-même en crise aigüe. Pas un soignant ne doit manquer auprès de nos résidents et bénéficiaires de nos services ! Il nous faut au moins un ou une infirmière présente chaque jour dans chacun de nos établissements et au moins un ou une aide-soignante pour dix résidents.

Si l'appel lancé à la mobilisation des professionnels devait rester sans réponse, alors la seule solution restante pour faire face aux atteintes à la salubrité et l'ordre public, qui résulteront de notre manque de personnel, sera de procéder sous des formes juridiques appropriées à la mobilisation générale.

Permettez-moi d'espérer que vous en aurez l'audace !